

CIBLE

Discrédit

Auriez-vous voté la mort de Louis XVI ? Qui aurait votre suffrage si François Mitterrand démissionnait demain ? Pensez-vous que les hommes politiques Français sont plus ou moins corrompus que leurs homologues italiens ?

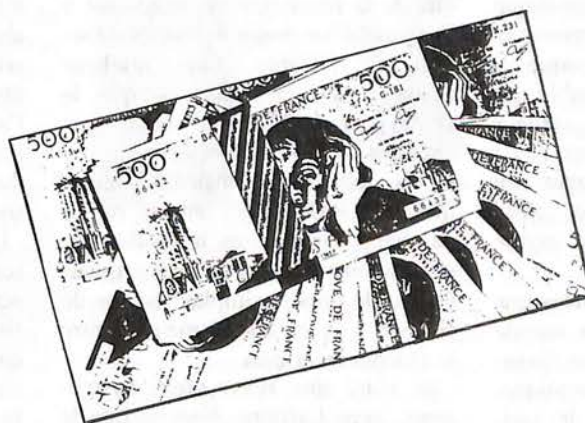
A question anachronique, ou purement hypothétique, réponses hasardeuses. A comparaison difficile, jugement au petit bonheur... La presse fait ses choux gras de ces jeux de société qu'on appelle sondages et qui peuvent, sans aucun fondement rigoureux, faire ou défaire une réputation, modifier ou déplacer un enjeu...

La presse n'en a cure et publie ces questionnaires oiseux sans prudence aucune... sauf lorsque les sacro-saints sondages semblent établir que de nombreux Français mettent en doute l'indépendance des journalistes et n'accordent qu'un crédit des plus limités à l'information qui leur est délivrée.

En ce cas, que de critiques pertinentes des résultats de l'enquête ! Cette contestation est assurément nécessaire. Mais nous l'attendons aussi, chers confrères, pour les sondages qui ruinent abusivement d'autres réputations...

ARGENT PUBLIC

La vraie facture



Louis XVI

Sentiment royaliste

(p.3 et 12)

Europe

L'affaire Hoover

(p.2)

M2242 - 594 - 15,00 F



La vraie nature du « marché »

En économie, les années quatre-vingt ont été celles des illusions dangereuses, conçues, entretenues et développées par une idéologie au rabais. Il y eut l'illusion du « moins d'État » - comme si les activités d'intérêt général, économiques et culturelles, et les liens sociaux pouvaient se maintenir hors de l'intervention raisonnée de l'État. Il eut les paradis artificiels de la spéculation financière - qui firent croire que l'économie pouvait vivre selon les règles du casino et du *Monopoly*. Il y eut les tonnes de niaiseries consacrées au « marché », à « l'entrepreneur dynamique », aux vertus de la libre concurrence - solennelles bêtises qui étaient d'ailleurs en parfaite contradiction avec l'apologie du *Golden boy*...

Dans la foulée de cette dogmatique « libérale », les gouvernements inventèrent le « Marché unique », formule magique et introuvable qui est théoriquement entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier. Las ! La prétendue entrée en vigueur du marché unique coïncide avec l'effondrement complet du mythe libéral :

Cela fait déjà plusieurs années que l'on s'est aperçu, dans le monde capitaliste, que la spéculation financière tuait l'activité économique, tout simplement parce que la logi-

L'affaire Hoover met au point final aux illusions engendrées par l'idéologie du marché : livré à lui-même, le capitalisme est vraiment sauvage.



que de la rentabilité maximale est à l'opposé d'un projet industriel cohérent et durable dans quelque domaine que ce soit : ce que le cinéma américain dit bien, par exemple dans *Pretty Woman*.

Cela fait aussi plusieurs années que les *Golden boys* ont été ruinés par leurs surenchères imbéciles, ou ont été mis en prison parce qu'ils étaient de purs et simples voyous de finance : ce qu'a également montré le cinéma américain.

Et voici que nous apercevons, avec l'affaire Hoover, que la

libre concurrence est tantôt une abstraction - puisqu'il faut une forte présence de l'État pour garantir la liberté des échanges et pour soutenir l'activité des entreprises - tantôt un jeu égoïste qui n'aboutit jamais à des équilibres économiques et sociaux.

Le cas Hoover est à cet égard scandaleusement caricatural. Les actionnaires américains de cette firme se moquent évidemment comme d'une guigne du sort de ses employés dijonnais et du développement économique de la région. Ils

s'en vont en Ecosse parce qu'ils ont pu imposer aux ouvriers locaux des conditions draconiennes : prêt à l'entreprise sur les fonds de retraite du personnel, renonciation au droit de grève, « modération » des revendications salariales. Exploitation des ouvriers en Ecosse, paupérisation des ouvriers en France : chez Hoover, on retrouve la main de fer du capitalisme qui avait jadis provoqué la révolte ouvrière et fait naître le grand rêve communiste...

Faut-il vraiment que l'histoire recommence ? C'est à sa naissance que la logique rétrograde doit être enrayée. D'abord par les syndicats, affaiblis ou endormis dans leur bureaucratie, et qui doivent se réveiller. Ensuite par le gouvernement, qui ne saurait se contenter de protestations diplomatiques. Enfin par les chefs d'État et de gouvernements européens, qui ne doivent pas accepter que la recherche du profit maximal ruine les conquêtes sociales des cent dernières années et détruise le tissu social des divers pays européens.

Si le départ de Hoover n'éveille qu'une trop faible volonté de résistance, d'autres entreprises seront tentées d'utiliser le même procédé et la vieille fable du renard libre dans le poulailler libre retrouvera sa sinistre vérité.

Sylvie FERNOY

La mémoire de Louis XVI

La surprise est venue du retentissement médiatique du bicentenaire de la cérémonie sacrificielle de la place de la Concorde. Télévisions, radios, journaux grands et petits ont donné à l'événement un écho significatif. L'ampleur de la question historique, le caractère tragique de l'exécution, le côté télégraphique des diverses cérémonies et manifestations, l'ennui de la pré-campagne électorale et quelques autres facteurs annexes expliquent le « succès » médiatique de Louis XVI.

Comme toujours, le principe d'équilibre entre les tendances et les points de vue a été grosso modo respecté, avec une prime à ce qui pouvait être mis en images. Ainsi, les représentants de la Nouvelle Action royaliste ont pu largement

L'anniversaire de la mort de Louis XVI s'est déroulé dans un curieux mélange de réflexion, d'émotion et de spectacle médiatique.

s'exprimer (*France 2*, *France 3*, radios françaises et étrangères) et plusieurs journaux (*Le Monde*, *Le Quotidien de Paris*, *Ouest-France*) ont profité de la commémoration pour présenter le royalisme de 1993.

Quant aux historiens, ils ont été largement mis à contribution, et leur tribunal réuni par *Le Quotidien de Paris* (18/1) fut enclin à l'indulgence. Certes, Michel Vovelle a soutenu que la condamnation à mort du roi était « légitime » en raison de sa « trahison » et surtout parce que la nouvelle légitimité révolutionnaire impliquait la destruction de l'ancienne. Au contraire, Pierre Chaunu fit valoir que cette condamnation « n'était ni nécessaire, ni légitime » et qualifia l'exécution du roi de « crime » et de « bêtise impardonnable ». Emmanuel Le Roy Ladurie fit quant à lui observer que Louis XVI fut un chef de guerre victorieux contre l'Angleterre, et un « constant réformateur » qui provoqua de ce fait la ruine du fragile système de l'Ancien régime. L'ensemble de la question historique a été par ailleurs traité dans *Le Nouvel Observateur* (14/1) par François Furet et Mona Ozouf (mais le portrait de Louis XVI par Furet est trop superficiel). De son côté, Michel Legris a présenté dans *L'Express* (14/1) un dossier bien documenté qui a le mérite d'attirer l'attention sur des textes méconnus de Jean Jaurès et d'Albert Camus. Somme toute, la presse écrite (n'oublions pas *Le Monde* du 18 janvier) a présenté à ses lecteurs une information solide et honnête, curieusement pimentée par la longue diatribe contre Louis XVI de Jean-François Khan dans *L'Événement du Jeudi* (21/1).

Quant à la journée du 21 janvier, elle a donné aux cadres des télévisions et aux photographes les images « typiques » ou caricatura-

les dont ils avaient besoin. Il y eut les larmes de Thierry Ardisson, le cabotinage indécrot de Jean Raspail sur la place de la Concorde, les foules recueillies de Saint Germain l'Auxerrois, de Versailles et de Saint Denis, les chouans de comédie et l'agitation de rue de l'*Action française*, plus soucieuse de sa propre publicité que de la commémoration, et qui a généreusement ajouté la petite touche violente qui complé-

geance » et les illusions de la nostalgie pour mieux faire valoir la « mémoire vivante et apaisée, lucide et apaisante, qui est celle des historiens, des vrais esprits politiques et, plus largement, des amoureux de la France toute entière. »

Après avoir rappelé que l'aventure commune des Français avait continué, après la « terrible rupture de 1793 », la princesse Chantal a souligné « trois vérités simples, d'une banalité réconfortante » :

« - La guerre civile est terminée. Robespierre n'est pas au pouvoir, les Colonnes infernales ne ravagent pas la Vendée, et la famille royale n'est pas promise à l'échafaud. Nous vivons, faut-il le souligner, dans un État de droit, dans une démocratie paisible arbitrée par un chef de l'État élu en toute légalité. Ne cultivons pas de fausses frayeurs, de feintes indignations, d'hypocrites pleurnicheries. »

« - Quant à la Révolution française, la réconciliation entre les Français n'a pas à être exigée ou souhaitée : c'est chose faite. A l'heure de son supplice, sous le roulement des tambours, Louis XVI prononça des paroles qui interdisaient la vengeance. Et aujourd'hui, aucun responsable politique ne songe à se féliciter de la mise à mort du roi. Quiconque se dirait médiateur sans bénéficier d'une autorité légitimée par l'histoire ou par l'élection ne serait qu'un imposteur. »

« - La question du pouvoir politique, posée en 1789, et demeurée latente malgré la mort du roi, est aujourd'hui à demi-résolue. Avec le général de Gaulle la République s'est donnée un État ; avec le comte de Paris, la tradition royale a affirmé son caractère démocratique. Que rien ne soit tenté, qui pourrait compromettre la trop fragile synthèse qui attend son accomplissement ».

La mémoire fidèle est celle qui donne l'espérance.



COMMUNIQUÉ DU COMTE DE PARIS

La Famille de France, la comtesse de Paris et moi-même, mon fils aîné Henri, mon petit-fils Jean, absent, représenté par son frère Eudes, s'est associée par la pensée et la prière aux très nombreux Français et Françaises qui ont témoigné leur fidélité au roi Louis XVI, décapité il y a deux cent ans, le 21 janvier 1793.

En union avec tous ceux qui partagent notre émotion, la Maison de France s'est réunie à la cathédrale de Versailles autour de Monseigneur Jean-Charles Thomas, qui a célébré la messe à la mémoire du roi Louis XVI.

Aujourd'hui 21 janvier, jour de deuil, nous voulons être unis dans un élan de piété autour de Louis XVI. Laissons de côté nos querelles, nos rancunes pour n'exprimer que nos sentiments émus envers le roi qui assumait avec dignité et grandeur la peine de mort que les passions révolutionnaires lui infligèrent.

Henri, Comte de Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : La vraie nature du marché - p.3 : La mémoire de Louis XVI - p.4 : Petits calculs pour grande curée - p.5 : Vers le franco mark ? - p.6/7 : La vraie facture - p.8 : L'Histoire à droite - Une économie en transition - p.9 : Mise au point sur les intellectuels français - p.10 : Templiers - Un royaume français - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Du sentiment royaliste.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

TUNISIE

Petits calculs pour grande curée

Du 22 au 30 janvier, la princesse Chantal de France a effectué un séjour en Tunisie, à l'invitation du ministre du Tourisme de ce pays.

La princesse, qui était accompagnée de son mari, a visité de nombreux musées, sites historiques et ateliers d'artisanat à Tunis, Nabeul, Hammamet, Kairouan, et Sousse.

Au cours de son séjour, la princesse a été reçue par plusieurs membres du gouvernement tunisien : M. Mohamed Jegham, Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Nebiha Gueddana, Secrétaire d'État chargée de la Femme et de la Famille, ainsi que par plusieurs responsables du tourisme tunisien. Elle a été également reçue par S.E. le Grand Mufti, pour un entretien qui a porté notamment sur la place de l'Islam en France et sur le dialogue entre les trois religions du Livre.

Chantal de France a par ailleurs été reçue à l'Ambassade de France, où un déjeuner avait été organisé en son honneur, et elle a donné, au lycée français de Tunis un cours d'histoire sur... la fondation de la 3^e République.

Lors du dîner d'adieu que présidait le ministre du Tourisme, la princesse Chantal, visiblement touchée par la chaleur de l'accueil qui lui a été réservé, a exprimé l'espoir que « les liens d'amitiés qui se sont tissés pendant ces huit jours contribueront au développement des relations entre la France et la Tunisie, qui sont manifestement souhaitées par les Tunisiens et (...) très activement encouragées par notre Ambassadeur ».

La presse tunisienne a largement rendu compte de ce séjour, et publié des entretiens avec Chantal de France auxquels nous ferons écho dans notre prochain numéro.

Y.L.

La victoire est facile, quand l'adversaire est à terre. Reste à décider qui exercera le pouvoir, et ce qu'il en fera...

La classe politique est repartie en campagne, sans l'enthousiasme qui galvanise les troupes, sans la dramaturgie qui réveille les énergies défaillantes. Dans le camp socialiste, Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius ont ressorti l'épouvantail de 1986 (« Au secours, la droite revient ») et tentent, sans trop y croire, de rassembler un parti de la peur ; du côté gauche, la seule question intéressante consiste à se demander si Michel Rocard va entrer en campagne... contre François Mitterrand comme le laisse croire un de ses lieutenants (1).

A droite, le jeu est un peu plus complexe en raison des tactiques personnelles mais il ne porte pas fondamentalement sur le principe de la cohabitation, contrairement à ce qui s'était passé en 1986, mais sur ses modalités.

Le principe de la cohabitation, qui ne dépend d'ailleurs pas d'un changement de majorité parlementaire mais qui s'inscrit dans la logique constitutionnelle, est maintenant intégré aux calculs stratégiques et tactiques. Le R.P.R. est manifestement cohabitationniste et, avec l'assentiment implicite de l'Élysée, Edouard Balladur se prépare à entrer à l'hôtel Matignon. Ardent adversaire de la cohabitation en 1986, Raymond Barre se présente aujourd'hui en médiateur possible, et souhaite publiquement que le gouvernement s'inscrive son action dans la continuité et que le premier

ministre (devinez lequel) se garde de tout esprit partisan.

Le cas le plus amusant (on sourit d'un rien ces temps-ci) est celui de M. Giscard d'Estaing qui tout à la fois se déclare adversaire de la cohabitation et se pose en premier ministre possible... pour en finir au plus vite avec François Mitterrand. Curieuse évolution que celle de l'ancien président : conservateur

acharné dans sa jeunesse voici, l'âge venu, qu'il caresse des rêves factieux en affirmant qu'il s'appliquerait à lui-même la règle du quinquennat hors de toute décision sur ce point, et en préméditant un coup de force contre l'Élysée. Trop imbu de lui-même pour être fin stratège et habile tacticien, il trouverait à qui parler...

Face aux rivalités de l'actuelle opposition, le chef de l'État conserve donc une liberté de choix qui sera relativisée par l'ampleur de la victoire de la droite. Telle est d'ailleurs la faille stratégique de nombreux socialistes, d'ordinaire rocardiens : pariant sur une défaite parlementaire de la gauche qui laisserait au seul président le soin de garder la maison en attendant l'arrivée triomphale de leur candidat, ils n'ont pas envisagé qu'une défaite transformée en déroute compromettrait leur calcul cynique. De toutes manières, le pays va souffrir.

Sylvie FERNOY

(1) cf. les déclarations de Jean-Paul Huchon dans Le Figaro.



BRÈVES

♦ **HAWAII** : Dix mille Hawaïiens ont manifesté le 18 janvier dernier devant l'ancien palais royal d'Honolulu pour réclamer la restauration de la monarchie, alors que l'île commémore le centième anniversaire de la déposition de la reine Liliuokalani par les troupes nord-américaines. Mouvements indépendantistes en tête, les manifestants ont réclamé le départ des Américains - qui ont fait d'Hawaï un État de l'Union en 1959 - et la restauration des institutions monarchiques. Cette revendication est soutenue par l'Association des Amis du Palais Iolani qui place ses espérances dans le Prince Edward Kawanakoa, actuel chef de la dynastie royale.

♦ **LIECHTENSTEIN** : Après la crise politique qui a secoué la petite principauté à l'automne dernier sur des questions de l'intégration à l'Espace Economique Européen, une heureuse nouvelle vient à point nommé raffermir l'image de la famille princière : le prince héritier Alois vient d'annoncer le 13 janvier dernier ses fiançailles avec la duchesse Sophie en Bavière.

♦ **MALAISIE** : Le Parlement de Kuala Lumpur a décidé d'en découdre avec les privilèges exorbitants dont jouissaient jusqu'alors les neuf sultans et rajah de Malaisie, notamment l'immunité totale sur leurs « crimes ». Car certains excès (tentatives de meurtre, dettes de jeu, viols...) aujourd'hui ouvertement révélés par la presse malaise ont jeté l'opprobre sur les souverains de la Fédération qui règnent sur le pays par un système de roulement quinquennal.

Au terme d'une bataille politique ouverte entre le Premier Ministre Mahathir Mohamed et le Conseil des Chefs d'État, le texte de loi abolissant les privilèges d'immunité et le droit de grâce (inscrits dans la Constitution de 1957) a été voté par le Parlement le 20 janvier. Il s'agit en réalité d'une sorte de coup d'État Constitutionnel dans la mesure où l'article 38 de la Constitution interdit de porter atteinte aux prérogatives des sultans sans l'accord du Conseil des Chefs d'État. Certains, même s'ils reconnaissent que les sultans ont mauvaise presse par leurs débordements, craignent que le Premier Ministre n'ait l'ambition d'exercer un pouvoir absolu sans partage sur la Fédération malaise.

♦ **ESPAGNE** : Après dix-sept ans de bons et loyaux services auprès du roi Juan Carlos, le général Sabino Fernandez Campo, comte de Latores, a remis sa démission de Chef de la Maison Royale. La question qui intrigue les Espagnols a trait aux raisons qui ont motivé ce départ. Certains n'hésitent pas à voir l'origine de cette démission dans le mécontentement du Chef de la Maison Royale après la réalisation pour l'ITV d'un reportage sur le roi par la jeune et jolie blonde Salina Scott, plus actrice que journaliste. Les puristes de la monarchie espagnole ont été choqués de certaines libertés prises par la reportrice de charme quant aux scènes filmées avec le roi, un agacement face à l'accumulation de clichés et poncifs sur l'Espagne et, plus grave, le ton frivole du reportage qui met en scène le roi comme un homme perpétuellement en vacances.

Vers le franco mark ?

La commémoration du 30^e anniversaire du traité de l'Élysée n'a jamais été aussi actuelle. Tout en faisant mine d'attendre les réponses danoise et britannique, on se prépare à repartir soi-disant à dix, en réalité à deux, Français et Allemands, plus quelques autres.

le Golfe. Le partage du nucléaire vient également trop tard.

La prochaine majorité cherche désespérément une issue à travers une politique étrangère commune. L'un de ses dirigeants n'a-t-il pas parlé d'aider l'Allemagne à acquiescer un siège permanent au Conseil de Sécurité ? Sommes-nous seulement en mesure de l'éviter ? Et quand bien même, et après ? S'aligner pour la Croatie et le Kazakhstan ?



Plutôt que de lâcher la proie pour l'ombre, d'autres proposent de « décrocher » le franc du mark. Doux euphémisme : sait-on où cela s'arrêtera ? Envie-t-on le sort de la lire ou de la peseta ? Croit-on que l'on ait encore le choix ? Il n'y a pas d'Europe à la carte parce qu'on ne choisit plus. On suit ou on ne suit pas. C'est la philosophie de Maastricht concernant le calendrier de l'Union économique et monétaire (UEM).

La vérité est qu'entre la Défense, la politique étrangère ou la monnaie, c'est de cette dernière que le couple franco-allemand peut le mieux repartir et entraîner la construction européenne.

Pourquoi la Bundesbank soutient-elle le franc ? Par philanthropie ?

Bien sûr que non, mais parce qu'elle sait que le franc est attaqué à la place du mark. C'est le mark et non le franc qui est présentement la monnaie faible, depuis la fusion avec le mark de l'ex-RDA. La solidarité monétaire entre Banques centrales ne remplace pas la mise en commun des réserves et leur gestion commune par un seul Institut d'émission qui seules pourront dissuader les spéculateurs.

Ne cherchons pas d'alibi étranger à une mauvaise gestion des finances publiques de part et d'autre. Si au plan extérieur, le mark et le franc étaient fusionnés dans une monnaie unique, on pourrait « décrocher » les taux d'intérêt entre France et Allemagne, puisqu'il n'y aurait plus d'autres raisons qu'intérieures à leur fixation réciproque. Il serait alors indifférent que les mouvements de capitaux se fassent de la France vers l'Allemagne puisque la caisse serait unique. Par contre, on pourrait plus librement définir une politique monétaire externe face au Yen et au dollar, à armes plus égales.

Entre un de Gaulle sorti vainqueur du référendum et doté d'une majorité introuvable aux élections législatives en octobre et novembre 1962 et un Adenauer de 87 ans au bord de la démission, le premier a été déçu dans ses espérances. Des atlantistes peu francophiles ont eu tôt fait de vider le traité de sa substance. Aujourd'hui, Mitterrand et Kohl ne sont, ni l'un ni l'autre, assurés dans leur autorité politique d'ici 1994. Mais il n'y a plus d'atlantistes depuis la chute du mur et de plus larges secteurs d'opinion, des hommes d'influence comme l'ancien président de la Bundesbank, Poehl, sont convaincus d'accélérer l'union à deux à partir de la monnaie. Les chances ne sont peut-être pas moins mauvaises qu'il y a trente ans.

Yves LA MARCK

Pierre Bitoun

La vraie facture

● **Royaliste** : Le thème que vous avez choisi ne vous expose-t-il à mêler les évidences et les facilités ?

Pierre Bitoun : Deux pièges courants étaient à éviter. D'une part, le style de l'énarque éclairé qui permet de noyer le poisson et d'affirmer que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles. Le second piège, c'est de caresser le contribuable dans le sens du poil en se lançant dans une énumération interminable des gaspillages de l'État, avec comme présupposé que le secteur public serait plus gaspilleur que le privé, et avec comme objectif de démontrer que tout irait mieux avec moins d'État. C'est entre cette langue de bois technocratique et ce discours libéral-poujadiste que j'ai essayé de me situer.

Et puis, face à l'exploitation du thème du gaspillage de l'argent public, face à la volonté manifestée par le *Front national* de capter le désir de moralisation, j'ai voulu proposer une autre issue que la démagogie national-populiste en reliant le souci du contribuable et l'exigence civique.

● **Royaliste** : Quelle a été votre méthode de travail ?

Pierre Bitoun : Mon livre combine deux niveaux d'analyse : d'abord un travail de foumi effectué sur les comptes de l'État, afin d'établir un minimum de transparence ; d'autre part, une réflexion plus politique dont l'objectif est de faire l'inventaire des principales clefs et des principaux défauts de notre vie publique, qui concourent à ruiner la confiance que les Français placent dans leurs institutions.

Quelques exemples inédits et suggestifs, en ce qui concerne le premier niveau. En 1991, la France a dépensé 11,4 MF par jour pour faire fonctionner les institutions parlementaires. Ce coût journalier de plus d'un milliard de centimes peut sembler excessif ; il ne revient en fait qu'à 20 centimes par jour et par

habitant. Le total des indemnités perçues par la classe politique, du maire au président de la République, se montait en 1988 à deux milliards de Francs, soit 36 F par habitant et par an. Le budget de l'Élysée s'élève théoriquement à 17 MF par an, auxquels il faut ajouter toutes les contributions des autres ministères (Affaires étrangères, Intérieur, Postes etc.), ce qui donne un total de 260 MF pour 1990, soit 4,65 F par habitant. Le président de la République ne coûte donc pratiquement rien à la nation, bien que le train de vie de l'Élysée soit de 713 000 F par jour.

● **Royaliste** : Et les fameux fonds secrets ?

Pierre Bitoun : Ils représentent actuellement 430 MF en moyenne et ils sont répartis en trois enveloppes : l'une finance les opérations les plus secrètes des services secrets, l'autre concerne les primes qui sont versées en liquide aux membres des cabinets ministériels et aux conseillers du président, la troisième enveloppe est en fait une caisse noire pour le parti politique au pouvoir. Par rapport à l'ensemble du budget de l'État, ces sommes sont assurément faibles. Mais les choses changent si l'on prend deux symboles politiques comparables : les fonds secrets de Matignon, c'est-à-dire l'argent de la « raison d'État », représentent 20% du budget de l'Assemblée nationale, 20% de l'argent symbole de la démocratie...

● **Royaliste** : Quelles sont les principales défaillances que vous avez constatées dans la gestion des fonds publics ?

Pierre Bitoun : Certaines sont traditionnelles, d'autres nouvelles. Le premier défaut, c'est la manie du secret qui est répandue à droite et à gauche, de la base au sommet : cette manie est grave, parce qu'en privant le citoyen de l'accès à l'information, la classe politique empêche la formation de contre-pouvoirs réels et efficaces et engen-

dre toutes les malversations que nous connaissons. J'évoque dans mon livre le rapport Blanchard sur les primes des fonctionnaires, que seuls quelques hauts fonctionnaires ont pu lire, ou encore l'exemple des budgets de l'Assemblée nationale et du Sénat que l'on connaît très mal. Il faut aussi citer les frais de fonctionnement de la mairie de Paris, Jacques Chirac ayant réussi à faire échouer la mise en place d'un contrôle de ces frais qui ne soit pas celui de la mairie elle-même ! N'oublions pas que la gestion secrète des fonds publics viole la Déclaration des droits de l'homme qui, dans son article 14, reconnaît aux citoyens le droit de constater, par leurs représentants et par eux-mêmes, l'emploi qui est fait de l'argent public. N'oublions pas non plus que ce thème de la transparence, dont on parle beaucoup, a plus souvent été exploité pour violer la vie privée des citoyens, par le biais des médias, que pour mieux contrôler le train de vie de l'État.

● **Royaliste** : Qu'en est-il des inégalités dans la fonction publique et dans le monde politique ?

Pierre Bitoun : La rumeur dit

que « les fonctionnaires sont des privilégiés » et que « les hommes politiques s'en mettent plein les poches ». Ce sont là des généralisations abusives, auxquelles il faut préférer un bilan précis. Il est en effet absurde de parler d'une seule fonction publique ou d'une classe politique unique. Mon travail a consisté à étudier les principaux facteurs de disparités monétaires ou non monétaires qui aboutissent à l'opposition entre la grande misère des services publics et les privilèges éhontés de la « nomenklatura ». Pour résumer une enquête à laquelle je consacre une centaine de pages, je dirais ceci : en termes de revenu de base, c'est-à-dire si l'on prend le salaire du fonctionnaire (traitement et primes), l'indemnité de l'écu hors cumul de mandat ou le traitement du ministre, on arrive à une disparité financière de 1 à 25 dans la fonction publique, et de 1 à 37 dans le monde politique. Pour fixer les idées, le maire d'une commune de moins de 500 habitants percevait en 1991, 1 500 F par mois, alors que le Premier ministre recevait 55 000 F ; le fonctionnaire le moins bien payé touchait 5 600 F

tandis que la fraction la mieux payée des Trésoriers payeurs généraux gagnait 140 000 F.

A ces données de base, il faut ajouter tous les autres facteurs d'inégalité : le cumul de rémunérations issues d'autres mandats ou d'autres activités, les avantages en nature, la mobilité professionnelle et le niveau de retraite. Partout le constat est le même, jusqu'à la monotonie : plus on est placé haut dans la hiérarchie administrative et politique, plus les cumuls s'accroissent, plus les avantages en nature sont substantiels, plus la mobilité est facile, plus les retraites sont dorées. La situation est exactement inverse quand on regarde vers la base : revenus extérieurs modestes ou nuls, conditions de vie difficiles, mobilité impossible ou presque, retraites faibles.

● **Royaliste** : Vous avez aussi enquêté sur le clientélisme...

Pierre Bitoun : Oui. On sait que le clientélisme existe mais il est difficile de faire l'inventaire des dégâts qu'il provoque dans la vie démocratique. Le système des nominations des amis aux postes-clés est bien connu : il instaure un véritable quadrillage des centres de décision et de financements publics, et il est pratiqué à l'Élysée, à la mairie de Paris comme dans les collectivités territoriales. Le clientélisme, ce sont aussi les faveurs et les passe-droits qui sont accordés pour un emploi, un logement, une maison de retraite, etc. : les effets de ce système sont dévastateurs car ils touchent à la fois ceux qui dispensent les faveurs (ils perdent peu à peu contact avec la population), ceux qui les reçoivent (ils devront d'une manière ou d'une autre renvoyer l'ascenseur), et, bien sûr, les exclus qui sont portés à la contestation radicale. Ensuite le clientélisme peut s'étendre à des associations, par le biais des subventions, aux entreprises (par les attributions de marchés et les commissions qui en résultent), par les engagements de travaux dans les circonscriptions à conserver ou à reprendre - ce qui accroît les inégalités régionales. Enfin le clientélisme peut prendre la forme d'un système complexe de cogestion au travers des contrats d'études et de fabrication d'armes que passe le ministère de la Défense avec les entreprises du complexe militaro-industriel (Dassault, Matra etc.).

● **Royaliste** : Vous critiquez sévèrement la politique de « communication »...

Pierre Bitoun : A la différence du clientélisme, qui plonge ses racines au plus profond de notre histoire nationale, la communication est un mal récent. Depuis quinze ou vingt ans, l'État, les collectivités territoriales et les entreprises publiques copient la publicité privée et sont devenus de véritables maniaques de la communication. Les sondages se multiplient, de même que les campagnes d'information et les audits censés améliorer la « gestion des ressources humaines » dans les administrations - sans oublier les *pin's* de l'Assemblée nationale.

Tout cela coûte cher. De 1977 à 1991 le budget de communication du premier ministre a augmenté de 90% en francs constants et s'élevait en francs courants à 27 MF en 1990. La même année, le budget de communication des conseils régionaux atteignait un minimum de 330 MF. En 1989, Matignon a dépensé en commande de sondages 6 MF et, la même année, le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement a dépensé 650 000 F en études sur sa propre image... Cette politique de communication est particulièrement nocive pour la démocratie puisque nombre d'études sont commandées aux agences de publicités qui ont participé à la campagne électorale des vainqueurs, et recourent fréquemment des financements occultes de partis politiques. Cette politique de communication renforce aussi le gouvernement par sondages qui mine l'action politique, réduite au travail d'image, réduit les citoyens à des échantillons découpés de mille manières, et compromet par conséquent les principes et la pratique de la démocratie. Il faut d'ailleurs remarquer que la montée de l'abstentionnisme politique et du vote protestataire a suivi de peu l'introduction dans notre pays des pratiques de « marketing » politique.

Mais bien d'autres anomalies dangereuses portent atteintes à la vie démocratique : j'analyse dans mon livre la question du cumul des mandats, celle de la corruption, ou encore les effets pervers de la décentralisation...

● **Royaliste** : Face à l'ensemble de ces manquements et de ces dérives, quelles solutions pouvez-vous envisager ?

Pierre Bitoun : Premier point : la réduction des inégalités au sein de l'administration et de la classe politique pourrait s'opérer grâce à des mesures classiques (revalorisa-

tion des bas salaires, plafonnement des hautes rémunérations) mais aussi par la suppression de l'intéressement financier de certains hauts fonctionnaires, par la modulation des avantages en nature en fonction des rémunérations perçues de manière à inverser la logique actuelle ; dans le monde politique, il faudrait augmenter les indemnités et renforcer les moyens de travail des maires des petites communes, et peut-être prévoir une pondération des indemnités des élus en fonction de leur fortune personnelle.

Deuxième point : l'accroissement du contrôle des citoyens sur l'utilisation de l'argent public par la création d'une instance indépendante, multipartite, dans chaque administration publique. Il faudrait aussi élargir les pouvoirs de la Cour des Comptes et des Chambres régionales des comptes, et instituer un contrôle a priori des dépenses publiques. Dans le monde politique, il serait urgent de créer un organisme indépendant chargé de contrôler le train de vie des cabinets ministériels, des élus, et, bien sûr, le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Enfin, il faudrait déprofessionnaliser la vie politique et faciliter l'accès des citoyens aux responsabilités en interdisant tout cumul des mandats électifs, en limitant la carrière politique à deux mandats successifs et en renforçant les incompatibilités entre le mandat électif et les responsabilités dans d'autres organismes.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

BIBLIOGRAPHIE

Sur ce sujet, Pierre Bitoun vient de publier chez Albin Michel : « *La Facture, le train de vie de l'État et des élus* » - Prix franco 114 F.

Autres ouvrages de Pierre Bitoun :

♦ « *Les hommes d'Uriage* » - La Découverte - 1988 - prix franco 145 F.

♦ « *Les champs du départ : une France rurale sans paysans ?* » (en collaboration avec P. Alphanéry et Y. Dupont) - La Découverte - 1989 - prix franco 140 F.

♦ « *L'équivoque écologique* » (en collaboration avec P. Alphanéry et Y. Dupont) - La Découverte - 1991 - prix franco 110 F.



L'Histoire à droite

Puisqu'une nouvelle fois la droite va revenir, apprenons d'où elle sort et mesurons, au passage, la complexité des passions françaises...

Après avoir épingle *L'Histoire* dans notre dernier numéro, en raison d'une bétise et d'une méchanceté concernant notre mouvement (1), il nous faut à présent souligner la qualité du dossier que cette revue consacre à la droite française (2).

A juste titre, ces deux siècles de l'histoire de la droite, ou plutôt des droites, sont présentés sous le double aspect de l'évolution des familles politiques (idéas, partis, mouvements...) et des sensibilités - tant il est vrai que la droite fut, autant qu'un projet politique, une morale, une attitude esthétique, et parfois une pathologie.

Quant au premier volet, la synthèse que présente Michel Winock est à tous égards magistrale, d'abord parce qu'elle rassemble deux siècles d'une histoire complexe sans rien négliger ni caricaturer, ensuite parce qu'elle propose une typologie des droites plus fine que celle, devenue classique, de René Rémond. Pour Michel Winock, quatre droites auront marqué notre siècle : deux dans le cadre des institutions républicaines (l'une conservatrice, et l'autre modérée) et deux en dehors et à l'encontre du régime établi (*l'Action française* et un populisme aux expressions multiples). Mais ne subsistent plus aujourd'hui que trois droites (conservatrice avec le RPR, modérée avec l'UDF, populiste avec le *Front national*) puisque *l'Action française* n'est plus qu'un vestige.

D'autres articles permettent de préciser et de nuancer le tableau d'ensemble. Nos lecteurs retrouveront avec plaisir Pierre Chaunu, qui se définit comme un « anarchiste de droite » mais qui est surtout un républicain patriote de l'Est, ainsi que Jacques Julliard, homme de gauche quant à lui, expliquant dans ce numéro la nature du fascisme. En revanche, l'article de Jean-Luc Pou-



thier sur la démocratie-chrétienne nous a laissés sur notre faim : si le caractère « introuvable » de ce courant est bien évoqué, il aurait fallu approfondir l'explication en s'interrogeant sur la persistance souterraine du gallicanisme et sur l'obstacle qu'à longtemps représenté *l'Action française*, quant à la démocratisation des masses catholiques.

Le second aspect de cette histoire, qui concerne la culture de droite, est remarquablement évoqué : Raoul Girardet montre quand et comment le culte de l'armée est passé de gauche à droite, Anthony Rowley étudie le savoir-vivre, Jacques Marseille montre que le Capital ne penche pas nécessairement à droite, Jean-Maurice de Montremy fait le point sur la littérature de droite et, retour à l'actualité, Colette Ysmal souligne le recul frappant de la droite modérée aux élections à partir de 1965 et montre qu'elle a aujourd'hui perdu presque toutes ses positions traditionnelles. Etrange retour que celui qui se prépare...

Yves LANDEVENNEC

- (1) cf. *Royaliste* n° 593
(2) *L'Histoire*, n° 162, janvier 1993.

Une économie en transition

La fin du modèle absolutiste de planification entraîne-t-elle nécessairement l'apparition d'une économie de marché salubre ?

Chacun se souvient, avec ironie ou amertume, de la célèbre apostrophe de Laurent Fabius au congrès de Metz : « Entre le plan et le marché, Michel Rocard, il y a le socialisme ! ».

Après douze années, le socialisme à la française reste introuvable, mais le jeune camarade Fabius, qui n'apportait pas la bonne réponse en termes de projet, avait le mérite de poser une utile question théorique : entre le plan et le marché, il y a bien quelque chose qu'on pourrait appeler, faute de mieux, cette économie mixte qui combine l'indispensable intervention de la puissance publique et les avantages de la liberté des échanges marchands.

La réalité du mélange des interventions publiques et des actions privées est directement observable en France, et les règles générales que l'on peut en retirer ont une importance capitale dans cette Europe de l'Est qui est vivement incitée à passer du plan au marché, et dont les responsables se sont laissés prendre aux charmes pervers de la rhétorique libérale.

Pour dissiper leurs illusions et les nôtres, quant à l'idéologie du marché, il importe de lire attentivement l'imposant travail réalisé par la revue *Economies et Sociétés*. Ce numéro, le dernier de la série « Economie planifiée » qui n'a plus de raison d'être, est en effet tout entier consacré aux aspects

économiques de la transition en Europe de l'Est, saisie sous l'angle théorique et dans son déroulement pratique (1).

A côté des études publiées sur les transformations économiques dans les pays de l'ancien bloc soviétique, on trouvera dans ce cahier de l'ISMEA (2) des articles majeurs sur les concepts et la pratique de la privatisation (Marvin Jackson), sur l'Est dans la crise (Gérard de Bernis) ou encore sur la nouvelle économie mixte par Roland Lantier et Emmanuelle Fauchart. Autant d'études d'une grande rigueur conceptuelle et appuyées sur des observations solides qui dissipent les illusions entretenues par les cabinets américains sur les équilibres spontanés qui procéderaient d'une application des prétendues lois du marché.

Point de marché qui ne soit inscrit dans une collectivité politique - nation ou empire. Point de marché sans État, point de liberté sans justice. Ces vieilles vérités retrouvent de l'écho dans le monde tel qu'il va, et prennent la forme d'anticipations, pas toujours optimistes, dans les travaux publiés sous l'égide de l'ISMEA.

Jacques BLANGY

- (1) *Economies et Sociétés*, Transition en Europe de l'Est, les nouveaux rivages du marché, 1992 - PUG - prix franco 258 F.

- (2) Institut d'économie appliquée, fondé par François Perroux.

Lire « Royaliste » c'est bien ...

... s'y abonner c'est mieux

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Mise au point sur les intellectuels français

Gérard Leclerc.



Le 28 décembre dernier, je publiai ici-même un article très laudatif sur l'ouvrage de Tony Judt « *Un passé imparfait* » (1). J'avais été, en effet, assez impressionné par l'analyse que l'auteur faisait de la dérive des intellectuels français d'après-guerre. Leur sympathie pour le communisme était référée à des causes d'ordinaire ignorées. Je persiste à penser que ce livre est utile, qu'il ouvre des perspectives de travail fécondes et qu'il jouera un rôle dans la remise en cause profonde de l'intelligence française qui s'amorce ici et là, et sous des modes parfois inattendus. Jean-Marie Domenach, durement pris à partie par Tony Judt, n'est pas éloigné de mon opinion, qui écrit que ce livre « *témoigne certes d'une belle intelligence et d'un travail poussé* ». Toutefois, il m'est moralement impossible de ne pas faire écho ici à l'étude critique que l'ancien directeur d'*Esprit* vient de publier sur « *Un passé imparfait* ». Il y prend, en effet, Tony Judt en flagrant délit de découpage - non pas arbitraire mais sciemment orienté - de citations, quand ce n'est pas d'invention pure et simple.

J'avais ainsi repris un passage de l'éditorial, d'ailleurs faussement attribué à Emmanuel Mounier (non signé il émanait en fait de Jean-Marie Domenach et de Paul Fraisse), qu'*Esprit* avait publié au lendemain du coup de Prague. Comment n'aurais-je pas été scandalisé par cette justification cynique d'une prise de pouvoir totalitaire que l'on expliquait par « *un recul du capitalisme, l'accroissement du contrôle ouvrier, le début du partage des terres* ». Si vraiment la revue de Mounier avait ainsi exprimé sa pensée sur l'entreprise stalinienne, elle était justiciable des sévérités que j'ai rapportées. Mais que dire de la déontologie de l'universitaire qui a interrompu la citation, empêchant ses lecteurs de connaître la suite de l'éditorial litigieux : « *Nous avons à craindre malheureusement que Prague, après Bucarest, après Sofia, ne soit la nouvelle manifestation d'une immense entreprise de mise au pas, non seulement des vestiges du capitalisme privé, mais des forces socialistes et démocratiques non communistes, consommée dans toutes les règles d'un art qui semble n'avoir repris que pour les raffiner les plus sinistres précédents. La Tchécoslovaquie ne s'embrase pas, elle se glace. Un même processus se déroule désormais, fixé comme un mécanisme impitoyable* ». Cela change quand même tout ! Là où Tony Judt désignait une approbation, il y avait, en fait, une condamnation fondée sur un discernement aigu de la situation et de la logique criminelle du totalitarisme.

On demandera alors comment s'expliquent les étranges concessions faites dans le paragraphe précédent aux arguments pro-communistes de l'époque. D'évidence, ils sont significatifs des discussions d'alors dans les cercles intellectuels de gauche, et notamment de gauche chrétienne. Il ne faut pas oublier que la fraternité des combats de la Résistance a établi des liens qui ne se sont pas rompus sitôt la Libération venue. Tous partagent plus au moins l'espoir d'une révolution sociale qui se fera à l'avantage d'un prolétariat qui vit encore dans des conditions abominables (on l'oublie un peu trop vite). Que cela ait créé des illusions, notamment sur les facultés du parti communiste français à se dissocier de l'emprise totalitaire, n'est pas douteux. Les intéressés l'ont appris à leurs dépens, lorsque l'appareil du parti les a rejetés, non sans les avoir abondamment insultés. Domenach rappelle qu'en 1950, la mort d'Emmanuel Mounier fut saluée par *l'Humanité* comme celle d'un agent américain.

Pourquoi Tony Judt s'est-il cru obligé de renforcer sa thèse qui ne manquait pas de fondements, par des trucages de textes et de chronologie qui risquent de rendre suspecte sa démonstration ? Cela ne peut s'expliquer que par la hargne qui depuis des années, s'en prend indistinctement à Mounier et à ses amis. Bernard-Henri Lévy en porte la principale responsabilité avec Zeev Sternhell. Gare au retour du bâton qui est en cours, notamment avec l'essai provocant de Paul Yonnet, dont nous parlerons la prochaine fois (2), et qui est peut-être plus encore dévastateur pour notre intelligentsia qu'« *Un passé imparfait* » ? La

réaction furieuse de Laurent Joffrin au *Nouvel Observateur* est pleine d'enseignements. Je comprends que l'on soit rendu furieux par un essai qui, impitoyablement, détruit notre système de référence intellectuel en cours depuis vingt ans. Je ne suis pas sûr que l'accusation loufoque de lepénisme constitue la meilleure parade. Elle n'est qu'une piètre esquive à la discussion de fond qui s'impose, et viendra inéluctablement.

En ce qui concerne *Esprit* et Emmanuel Mounier, le temps est venu de considérer le dossier avec un vrai discernement. La période philocommuniste est une donnée certaine qui pour être élucidée n'a pas à être amplifiée. Elle est en lien avec la Résistance mais aussi avec l'avant-guerre sur laquelle Tony Judt énonce des vérités méconnues qui doivent être plus profondément étudiées. La contestation de la IIIe République n'est pas le seul fait d'une frange préfasciste, elle est une affaire de génération qui implique une bonne partie du personnel politique. S'il est vrai qu'elle déterminera une aspiration à la révolution qui pourra servir aussi bien la « révolution nationale » que le communisme, il est erroné d'en conclure que l'entreprise d'*Esprit* est en elle-même une dérive obligée vers le fascisme (thèse de B.-H. Lévy et Sternhell) ou une dérive obligée vers le communisme (thèse de Tony Judt). Je suis tout à fait d'accord avec Paul Yonnet, lorsqu'il écrit : « *Sternhell ne comprend pas du tout que, à partir d'une communauté de préoccupations avec les courants fascistes (contre l'individualisme, la démocratie déléguée, le matérialisme, pour de nouvelles socialités communautaires), le personnalisme dégage des ressources d'impérialisation au fascisme et que la revue Esprit - qui a, dès 1933, dénoncé le risque d'holocauste antisémite en Allemagne, quand tant d'autres ont minimisé les risques - construit bien plus un rempart idéologique qu'elle n'ouvre un boulevard à la tentation fasciste* ». On pourrait dire à peu près la même chose de la tentation communiste, car la thématique personnaliste recouvre également l'élan révolutionnaire, la solidarité avec les prolétaires, le refus du capitalisme libéral mais c'est pour tenter de dépasser un marxisme totalitaire.

Cela dit, il est incontestable que du côté d'*Esprit*, comme du côté des *Temps modernes*, on s'est débattu avec des dangers mortels. En particulier, la pulsion révolutionnaire est grosse de nombre d'ambiguïtés et de glissements. Jean-Marie Domenach dans son étude fournit plusieurs clefs historiques de cette pulsion : « *La crise du capitalisme (1929-30), l'effondrement des démocraties européennes, la fraternité d'une lutte à tout risque...* ». Mais aussi : « *Du haut de la plus puissante démocratie du monde, il est loisible de ridiculiser certaines obsessions françaises, comme celle de la révolution. Mais il se trouve que les révolutions ont tenu une grande place dans l'histoire de France, et par répercussion dans l'histoire de l'humanité* ». Michel Winock a fait dans *Le Monde*, puis dans un livre, le récit de ces convulsions françaises (3), dont la dernière est celle de 1968. Mais il y avait eu un peu avant l'espoir d'une révolution avec le Front populaire et encore avec la Libération. Et cela dans un climat de perpétuel affrontement droite-gauche. C'est ce fonds historique qui est significatif d'une difficulté française, structurelle depuis la grande Révolution, à penser et à vivre la démocratie. Pierre Rosanvallon, dans la lancée de ses précédents ouvrages, continue à mûrir le sujet (4).

Il me semble que la tentation est grande de transférer la responsabilité ontologique de ce mal être à une idéologie française, voire à un être français qui impliquerait la haine de nous-mêmes. Ce pourrait être la suite de notre tendance convulsionnaire, débouchant sur la lutte actuelle entre les pourfendeurs et les malades de l'identité française. Affaire à suivre...

Gérard LECLERC

- (1) Tony Judt, *Un passé imparfait*, Fayard, cf. *Royaliste* 591 et 593 (courrier).
(2) Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, Gallimard.
(3) Michel Winock, *La fièvre hexagonale*, Seuil.
(4) Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*, Gallimard, cf. *Royaliste* 593.

Templiers

Un royaume français

« Le soldat qui revêt en même temps son âme de la cuirasse de la foi et son corps d'une cuirasse de fer ne peut point ne pas être intrépide et en sécurité parfaite ; car, sous sa double armure, il ne craint ni homme ni diable » : ainsi Saint Bernard s'adressait-il aux chevaliers de l'Ordre du Temple.

Ce nom à peine prononcé, et une kyrielle de récits légendaires remonte à la mémoire. Ces Templiers n'étaient-ils pas les dépositaires d'un terrible savoir ? Ne disposaient-ils pas de richesses colossales d'une provenance mystérieuse ? Et dans le secret de leurs forteresses ne préchaient-ils pas quelque religion méconnue ? Dans son ouvrage, Pierre Girard-Augry réduit à néant toutes ces supputations. Il nous présente les textes qui ont présidé à l'édification de l'Ordre. Le merveilleux facile y perd peut-être beaucoup, mais la vérité y trouve son compte. Bernard de Clairvaux fut l'inspirateur de cette milice à la fois militaire et religieuse. Les enseignements qu'il lui prodige sont en parfaite conformité à l'orthodoxie catholique, ils trouvent leur justification dans la perspective des Croisades.

Il est vrai qu'entre 1118 - la création de l'Ordre - et 1307 - le fameux procès des Templiers - le temps délétaire a fait son oeuvre. Comme Jean-Marie Auzanneau le rappelle dans sa préface, l'esprit des commencements s'est bien altéré. Mais si les Templiers se sont déconsidérés aux yeux des autorités politiques et ecclésiastiques, c'est bien plus par des manœuvres toutes temporelles que par une très hypothétique dérive hérétique. Les Templiers furent d'abord des soldats du Christ - le livre de Pierre Girard-Augry en fait la brillante démonstration - et puis, au fil des années, ils ont oublié leur mission pour ne bientôt plus se consacrer qu'à leur propre puissance. Là est la cause de leur chute.

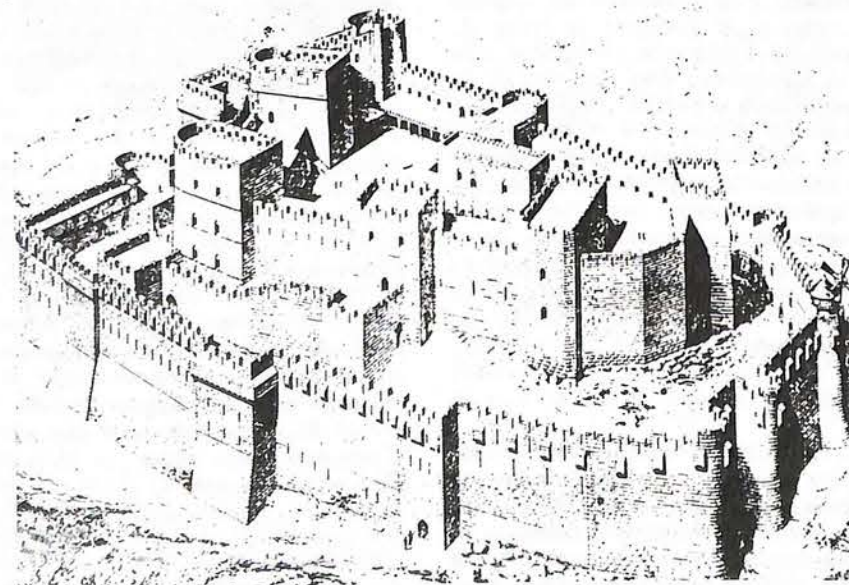
Patrick PIERRAN

« Aux origines de l'Ordre du Temple » - Textes choisis et présentés par P. Girard-Augry - Editions OPERA - Prix franco 135 F.

A l'appel du pape Urbain II, en 1095, des centaines de milliers d'occidentaux se jetèrent dans l'aventure des croisades. Que savons-nous de ces deux siècles (prise de Jérusalem en 1099 - chute de Saint-Jean d'Acre en 1291) ? Les noms de quelques héros (Godefroy de Bouillon, Saladin, Richard cœur de lion, saint Louis...) ? De vagues notions sur des conséquences économiques et culturelles pour l'ensemble du monde alors connu ?

Grâce à ses talents de narrateur, Georges Bordonove réussit le tour de force de nous persuader que cette histoire lointaine et chaotique, qui a fait l'objet de tant d'études savantes indigestes ou de romans fantaisistes, est parti intégrante de notre histoire de France.

Le système féodal très contraignant rend plus efficace que celle des rois de France à la même période. Dès la deuxième génération les Francs se sont acclimatés. Les « Poulains » (Francs nés en Palestine) parlent arabe, s'habillent comme leurs voisins musulmans avec qui ils réussissent à vivre, à commercer, voire à



Vue reconstituée du Krak des Chevaliers, forteresse qui, de 1098 à 1271, contrôlait la trouée de Homs (actuellement en Syrie).

Ainsi le royaume de Jérusalem n'est pas seulement cette « monarchie militaire », espèce d'îlot de « pieds-noirs » voués à une inéluctable « décolonisation » (c'est ainsi que les croisades sont vus souvent aujourd'hui dans les pays arabes). Georges Bordonove nous décrit au contraire une sorte de monarchie capétienne, où la nation s'invente autour du roi. Sur une bande terre, certes étroite, en bordure de Méditerranée, des principautés sont rassemblées par une dynastie qu'un

s'allier. Rapidement le temps de la « guerre sainte » a fait place à celui d'une politique réaliste.

Le malheur voulut que le fil de la dynastie fondatrice s'interrompît avec l'admirable roi lépreux Baudouin IV (mort en 1185). Dès lors les germes de divisions minèrent gravement le camp chrétien alors que Saladin unifiait l'ennemi musulman.

Le sens de l'État disparu, les marchands vénitiens, génois ou pisans eurent le champ libre pour



mener leur politique commerciale à courte vue.

C'est vers la France que les seigneurs de Palestine se tournèrent, lors des périodes les plus noires, pour attendre un secours, voire désigner un héritier à leurs rois. Tous, des grands seigneurs au petit peuple parlaient français. Et c'est en effet de France que vint parfois l'appui le plus efficace et le plus désintéressé. Bien d'autres souverains d'Europe prétendirent oeuvrer et sauver la Jérusalem chrétienne, mais firent souvent plus de mal que de bien. Et c'est le paradoxe final de cette histoire à la fois brillante et lamentable que l'intervention perpétuelle de nouveaux arrivés - à bien des égards indispensables à la survie du royaume - contribua à ruiner tout effort de stabilisation politique. D'erreurs diplomatiques en défaites militaires, il ne resta bientôt plus que quelques bastions de chrétienté bien mal en point, envers lesquels la France garde, jusqu'à aujourd'hui, plus ou moins fidèlement, le sentiment de ses responsabilités.

Frédéric AIMARD

Georges Bordonove - « Les Croisades et le royaume de Jérusalem » coll. « Les grandes heures de l'Histoire de France » - Ed. Pygmalion - Prix franco : relié 183 F, broché 157 F.

Signalons également dans la collection « Découvertes » de chez Gallimard l'ouvrage de Georges Tate « L'Orient des Croisades » avec, comme d'habitude dans cette collection, une très belle iconographie. Prix franco 96 F.

Luc de Goustine, candidat royaliste en Vendée

Nous appelons tous nos amis et sympathisants à soutenir la candidature de Luc de Goustine et de son suppléant François Guerry. Vous pouvez lui apporter de l'aide de différentes manières : aide financière, aide militante, noms de Vendéens que vous connaissez, etc.

Prenez contact avec le Comité de soutien à la candidature de Luc de Goustine, 12, rue Georges Clemenceau - 85170 St Denis la Chevasse

☎ 51.41.43.93

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 10 Février - Encore peu connu du grand public, Jean-Toussaint DESANTI est un des philosophes les plus importants de notre époque et un homme profondément engagé dans les combats qui l'ont marquée. Ses « Réflexions sur le temps », qu'il viendra nous présenter, ne s'adressent pas aux seuls spécialistes de la philosophie, mais concernent tout particulièrement les royalistes, dont le projet politique s'inscrit explicitement dans la durée.

● Mercredis 17 Février et 24 Février - Pas de réunion en raison des vacances scolaires d'hiver.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement



PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992)

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco : format 10x15 : 16 F - format 13x18 : 30 F - format 20x30 : 58 F.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double cœur vendéen - 24 mm de haut.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « Royaliste », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

Le nerf de la guerre

Nous remercions tous ceux de nos amis qui ont déjà répondu à notre appel à l'aide. Mais il y a urgence, et c'est vers tous nos lecteurs que nous nous tournons, pour leur demander de nous donner les moyens nécessaires afin d'équilibrer notre budget aujourd'hui gravement déficitaire. L'existence même de Royaliste et de la N.A.R. est en jeu. Si vous pensez que leur disparition serait grave, n'attendez pas pour nous envoyer votre participation. Tous les dons sont les bienvenus, même les plus modestes.

Merci de votre réponse rapide.

Y. AUMONT

5e liste de souscripteurs

Georges Bleuse 50 F - Djamel Chaouki 200 F - A. Ciscar Penella 300 F - Sami Dahan 500 F - Pierre Dechaux 1000 F - Gérard Delbos 30 F - Marc Desaubiaux 100 F - Jean-Claude Dumont 50 F - Jean-François Giustiniani 200 F - Gérard Guillaume 15 F - Patrick Jacques 200 F - Guy Leclerc-Gayrau 100 F - Alim Noussaire 150 F - Thierry Roudet-Haquette 100 F - Jacques Roué-Daeron 150 F - Paul Thevenin 50 F - Laurent Veyrenc 100 F.

Total de cette liste : 3.295 F

Total précédent : 12.299 F

Total général : 15.594 F

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.

Est également disponible un bandeau de 20x60 cm, imprimé en noir sur fond jaune reproduisant le titre de notre journal avec la mention « en vente dans les kiosques ».

Tarif (prix franco) : 45 ex. : 39 F - 95 ex. : 70 F - 190 ex. : 120 F.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « Royaliste », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté », « Éducation » « Écologie » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Du sentiment royaliste

Maintenant que nous avons pris quelque distance par rapport à l'événement, nous pouvons réfléchir sérieusement au caractère spectaculaire du bicentenaire de la mort de Louis XVI, et à ce qui s'est révélé à cette occasion, quant à la persistance du sentiment royaliste dans notre pays.

L'importance donnée à cette commémoration par les médias a souvent été considérée comme une surprise, heureuse selon les uns, agaçante pour d'autres. Fidèle à notre attitude face aux phénomènes médiatiques, nous nous garderons de tirer des enseignements politiques de la surabondance d'images et de commentaires provoqués par l'anniversaire du 21 janvier 1793.

Même si les journalistes sont sensibles comme les autres citoyens aux tragédies de l'histoire, la logique des médias est indifférente à la nature et à la portée de ce qu'elle montre - passé ou présent, roi, pape ou président. Une semaine durant, Louis XVI a été à la mode parce que la commémoration de sa mort se prêtait à une mise en scène facile et rentable : la tragédie révolutionnaire est un sujet émouvant et familier, elle permet d'organiser des débats manichéens entre « royalistes » et « républicains », elle peut être illustrée par des images attendues et frappantes - celles d'une foule recueillie, celle de contestataires invoquant les mânes de Saint-Just... Le lendemain, tout est déjà balayé.

ATTITUDES

Il est difficile de rester impassible, face à la pression médiatique. Il y a toujours de bonnes raisons de se prêter au spectacle ou de contribuer à son déploiement. Faire parler de soi, n'est-ce pas servir la cause, lui redonner audience et... légitimité ? Tel est le piège dans lequel certains royalistes de conviction ou de circonstance se sont engouffrés, au moment même où la classe politique commence à s'en retirer.

Notre attitude a été toute différente : nous avons été présents dans les médias, considérés comme moyen d'expression et non comme pouvoir légitimant, pour inciter à la réflexion, pour rappeler la volonté d'apaisement manifestée par le roi sacrifié, pour exposer la tradition politique des capétiens et leur souci d'unité de la nation tout entière, pour souligner, aussi, qu'une messe n'était pas une manifestation politique et que les royalistes juifs, orthodoxes, protestants, musulmans, agnostiques ou athées commémoraient la mort du roi hors des lieux de cérémonies catholiques.

Ces précisions indispensables allaient à l'encontre du schématisme histori-



que ambiant et de la présentation simpliste, voire caricaturale, du sentiment royaliste. De nombreux journalistes (1) nous ont permis de les donner, et de rejoindre ainsi la Famille de France dans son souci d'une commémoration accomplie dans un souci de recueillement et dans un esprit de réconciliation.

Il reste que l'écho médiatique, aussi amplifié et déformé soit-il, renvoie quelque chose d'une réalité qui reste difficile à saisir. Quant à celle-ci, les sondages publiés à l'occasion du 21 janvier sur le procès de Louis XVI et sur les chances de la monarchie en France ne sont d'aucun secours : les pourcentages obtenus, sans étude rigoureuse de l'opinion publique, permettent seulement de relever la trace

d'un sentiment royaliste dont la compréhension relève de la sociologie et de l'analyse politiques.

Témoins et acteurs de l'événement, nous ne sommes pas les mieux placés pour en apprécier la portée. Mais nous pouvons cependant avancer une hypothèse et souligner trois risques. Il est probable que l'importance des cérémonies du 21 janvier soit un signe, parmi d'autres, de la quête d'une symbolique historique et politique. Cette quête s'inscrit dans notre crise collective d'identité, qui résulte notamment de l'effondrement du marxisme, de l'affadissement et des impasses de la tradition républicaniste, ainsi que de l'optique gestionnaire qui a prévalu dans les gouvernements de gauche. Comme partout en Europe, cette crise d'identité favorise la réévaluation du passé et le réveil de diverses nostalgies. D'où les risques qui pèsent plus que d'ordinaire sur la tradition royaliste :

- celui de la fuite dans un passé idéalisé, dénoncé il y a quelques années par le comte de Paris, et qui enfermerait la fidélité dynastique dans une pose réactionnaire.

- celui de l'imposture extrémiste, que résume aujourd'hui le personnage de Jean Raspail, partisan depuis vingt ans du nettoyage ethnique de la France et par conséquent étranger à sa double tradition monarchique et républicaine.

- celui de l'auto-satisfaction des royalistes authentiques et des princes, au vu des foules venues place de la Concorde et aux diverses messes du 21 janvier.

Conclusions ? Le retentissement du 21 janvier n'assure pas l'avenir du royalisme. Contre la nostalgie de l'âge d'or, le royalisme doit être politique ou ne sera rien. Contre le quiétisme mondain, que rassurent les bénédictions de prélats catholiques (2), il doit être engagé dans le débat civique et se garder des hallucinations extrémistes. Enfin, le royalisme ne saurait garder pertinence et crédit si la famille de France ne remplit pas son devoir d'état.

La route est encore longue, mais nous sommes en chemin.

Bertrand RENOUVIN

(1) Il importe de distinguer soigneusement le spectacle médiatique et le travail journalistique.

(2) Nous y reviendrons...